



# État des lieux de l'environnement : les organisateurs dénoncent des violences

## Faits divers



La vitre arrière du véhicule a été brisée à coups de bâton accusent ses occupants. / Photo droits réservés

Les associations et mouvements environnementalistes qui organisaient, samedi un état des lieux de l'environnement, à La Bastide-de-Sérou dénoncent des violences commises en marge de la contre-manifestation des acteurs ariégeois de la ruralité (*notre édition du 6 mai*).

Un véhicule de deux participants aurait été la cible de «violents coups de bâtons» sur le pare-brise, la vitre arrière, les rétroviseurs. «Les deux personnes à l'intérieur ont été la cible d'injures. Elles sont traumatisées vont déposer plainte à la gendarmerie» indique Jérôme Broseron.

«Il n'est pas concevable que puisse se reproduire dans ce département ce genre de pression, insupportable en démocratie. L'intention et l'attitude pacifistes des environnementalistes ne permettraient en rien de justifier la menace qui a été lourdement proférée contre eux samedi par les "contre-manifestants" : nous vous empêcherons de vous réunir !... On peut imaginer ce qu'aurait donné cette tentative d'intimidation si Mme la préfète n'était pas personnellement intervenue pour organiser la sécurité des personnes venues au rendez-vous associatif. Nos associations assurent les personnes agressées de leur entière solidarité et donneront les suites qui s'imposent à ces comportements indignes», estime Henri Delrieu pour le collectif des associations organisatrices.

### Toutes vos infos en illimité et sans publicité à partir d'1€/mois

L'enchaînement de ces faits continue de provoquer des réactions. Florence Cortès, porte-parole d'Europe Écologie les Verts, se dit «profondément choquée par les propos tenus et par l'organisation de la manifestation, alors qu'il n'y avait à La Bastide-de-Sérou qu'un simple forum organisé par des associations qui défendent pacifiquement l'environnement. Comment en 2018, certains peuvent-ils décider de qui a le droit de se réunir ou pas et par la force chercher à imposer un mode de pensée unique ? Cela est grave. (...) Et quelle image déplorable pour le développement touristique et économique de notre département...», poursuit-elle. «La salle où se tenait le forum des associations environnementales ariégeoises n'était pas une "Zone à Défendre", mais bien une "Zone à Respecter", nous demandons donc aux élus du département de condamner de tels agissements sur nos territoires», conclut Florence Cortès.

«Mais dans quel département vit-on ?, interroge Michel Teychenné, ancien député européen, conseiller municipal de Pamiers. Ce qui s'est passé ce samedi est très grave. C'est une atteinte à la liberté de réunion, d'expression et d'information, cautionnée par des élus politiques et professionnels. Parler de "valeurs et de respect républicains", c'est aussi les mettre en pratique. Ce samedi, on en était très loin!» Et l'élu appaméen de poursuivre : «Il est temps que tous se mettent autour de la table pour des négociations menées sérieusement, et pour apporter des solutions concrètes aux éleveurs des Pyrénées. Avec des compensations et des aides importantes aux éleveurs concernés. La mondialisation de l'agriculture et le mouton néo-zélandais détruisent tous les jours les exploitations de montagne. Mais là, c'est une autre histoire, que ces Messieurs préfèrent ignorer. En fait, l'ours est bien pratique...»

La Dépêche du Midi